Position des partis concernant la chasse.

Questions	CDH	ecolo	ECOLO	MR	MR	PS	PTB	ETB
<p>1 Le ... soutiendra-t-il une réduction des densités de cervidés pour restaurer la biodiversité et l'équilibre forêt - faune sauvage (avec pour objectif la régénération naturelle des essences les plus appréciées par le gibier) ?</p>	Oui	Oui	Oui	Oui, pour le MR, la chasse doit jouer son rôle de régulateur de l'équilibre forêt-gibier de sorte que les essences forestières puissent se régénérer naturellement et croître.	Oui, dans les zones où cela se justifie	Oui	Oui	Oui
<p>2 Sur base de quels paramètres et par quelles modalités proposerez-vous de rétablir l'équilibre forêt - faune sauvage ?</p>	Oui dans les zones où la surdensité est constatée : relèvement des objectifs. Pour rappel, il existe des sanctions financières et judiciaires en cas de non-respect des plans de tirs qui sont des outils essentiels de gestion. Concernant l'extension des populations, la méthode des comptages de l'espèce cerf dans le cadre de l'élaboration et de l'attribution des plans de tirs et des réglementaires a été revue afin que ces comptages puissent être contradictoires, les équipes de recensement maintenant toujours mixte. Chasseurs-DNF et, ce, sur l'ensemble de l'aire géographique de répartition de l'espèce. De plus, les densités cibles à atteindre sont maintenant fixées au cas par cas sur base de mesures réalisées sur le terrain (par exemple : jeunes animaux, reproduction, variation des effectifs et impact sur la végétation par la méthode entomofauniste...). Les plans de tirs à respecter sont maintenant concertés au sein des conseils cynégétiques entre tous les différents chasseurs concernés, tout en permettant aux représentants des propriétaires forestiers privés et publics et des agriculteurs de donner leur avis et de faire des avis portant sur le niveau, la nature et la localisation des prélèvements à effectuer sur les territoires de chasse compris dans l'espace territorial concerné.	Comme on l'a vu ces derniers temps, les pratiques cynégétiques ont un impact sur la biodiversité. Il est urgent de reconnaître la primauté de l'intérêt général en matière de gestion de la faune sauvage et surtout de réformer le décret sur la chasse en ce sens. Dès lors, Ecolo a inscrit dans ses propositions prioritaires la mesure de "Mettre la chasse et ses méthodes au service de la biodiversité et de l'intérêt général". Pour restaurer l'équilibre forêt-faune sauvage dans les forêts, il faut tout d'abord mettre un coup d'arrêt au nourrissage du grand gibier, dont il est démontré par maintes études et rapports que non seulement il n'atteint pas son objectif de dissuasion, mais qu'à l'inverse, il a pour effet d'augmenter les populations de gibier... pourtant déjà anormalement présente dans nos régions. Il y va non seulement de la sauvegarde de la biodiversité et des exploitations forestières, agricoles ou encore du tourisme dans nos régions mais également d'une mesure internationalement plébiscitée afin d'endiguer la propagation de la peste porcine africaine. Il faut cesser de tergiverser! Ensuite, il faut prendre la mesure de l'excès de densités constatées des populations de sangliers, tant quantitatif que qualitatif (femelles...) par conseils cynégétiques. - installation de mécanismes de contrôles du respect de ces obligations assorties des sanctions en cas de non-respect par le monde de la chasse. - Enfin, pouvoir de substitution de l'administration en cas d'échec dans l'attente des objectifs fixés.	Nous préconisons un recensement des populations de cervidés et une redéfinition des densités cibles en fonction des paramètres sur le territoire donné. Notre objectif est de trouver un juste équilibre entre la présence d'habitats et la biodiversité, et la présence indispensable des forêts.	Concernant les cervidés, d'après les chiffres du dernier Rapport sur l'état de l'environnement wallon, la densité d'animaux est comparable à celle qu'elle était au début des années 1990. Depuis 2010, on assiste à une nette diminution des populations. Sur cette base, il est possible de considérer que la densité actuelle est globalement acceptable en vue d'un équilibre forêt-faune sauvage. D'ailleurs, les dégâts constatés aux plantations forestières imputables aux cervidés ne sont pas en augmentation. Localement, certaines zones peuvent toutefois nécessiter une réduction des densités. Il est, dès lors, nécessaire de disposer d'un outil scientifique plus précis permettant d'objectiver la densité des différentes populations de gibiers sur notre territoire. Nous plaçons, depuis des années, pour la création d'un tel outil. Les politiques de gestion des populations par zone pourront ainsi être mises en œuvre plus finement. Par ailleurs, la question des sangliers est plus préoccupante pour l'équilibre forêt-faune sauvage, parce que deux phénomènes sont constatés. Premièrement, dans certaines sous-régions de Wallonie, il existe une densité trop grande par rapport à l'équilibre de l'environnement général. Deuxièmement, une migration des populations est constatée vers le nord de la Wallonie et vers des zones plus urbanisées. Dans ces régions, la cohabitation est encore plus difficile qu'en forêt. Des mesures doivent être mises en œuvre ou renforcées pour répondre à ces phénomènes. Le PS est également favorable au renforcement de la lutte contre les pratiques illégales de la chasse. Cela vise en particulier le braconnage et l'importation de grand gibier. Il est en outre important de concilier l'avantage des divers usages de la forêt et favoriser le dialogue constructif entre les chasseurs, les agriculteurs, les associations environnementales, les propriétaires fonciers, les randonneurs et les pouvoirs publics.	Les densités cibles devront être déterminées scientifiquement par le DEMNA, en fonction de la situation locale.			
<p>3 Dans le contexte de la Peste porcine africaine, le ... défendra-t-il un plan régional de réduction drastique des densités de sangliers pour la prochaine législature, avec un objectif de réduction de 80% du cheptel sur pied évalué sur base des prélèvements de la saison 2018/2019, et, ce, avec un monitoring transparent ?</p>	Oui dans un délai réaliste de deux ans en ciblant prioritairement les zones en surdensité.	Oui	Oui, le MR demande, depuis de nombreuses années, un recensement du nombre de sanglier en Wallonie. Le MR a défendu et obtenu la réduction de 50% de la population de sangliers pour les années cynégétiques 2019 et 2020. La dépopulation totale au nord du sillon Sambre-et-Meuse a aussi été faite par le gouvernement wallon. Willy Borsus dans le cadre de son plan de réduction des populations de sangliers.	Oui, sans pouvoir se prononcer sur un objectif chiffré, sans un concertation préalable des acteurs concernés.	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>4 Par quelles modalités, le ... vœuilera-t-il à la réalisation des objectifs de réduction, en cas de non atteinte des objectifs par les conseils cynégétiques et territoires de chasse concernés ?</p>	La découverte d'un foyer de peste porcine africaine en Province du Luxembourg en date du 13 septembre 2018 impose dans la zone concernée le prélèvement et toutes les catégories d'âge et de sexe de l'espèce sanglier, tout particulièrement des femelles reproductrices. Le Gouvernement Wallon a initié la Ministre CDH wallon de la chasse à pris différentes mesures et notamment : - En septembre 2018, l'interdiction, pour l'année cynégétique 2018-2019, de toute forme de restriction de tirs sur l'espèce sanglier quel que soient les territoires concernés. - L'allongement, comme ce fut le cas en 2018 de la période d'ouverture de la chasse durant les mois de janvier et de février 2019. En ce qui concerne le territoire wallon, exception faite du périmètre infecté PPA où la dépopulation totale de sanglier est visée, l'ambition de réduire en deux ans, d'ici le 1er mars 2021, la population actuelle de suidés de l'ordre de 60% sur base des tableaux de chasse des années précédentes doit être soutenue. Cette année, il y a lieu d'atteindre au minimum les 30% supplémentaires de sangliers tirés en plus. Pour ce faire, lors des mois de janvier et de février 2019, chaque territoire de chasse a été contraint d'organiser 3 chasses collectives. La DGO3 a été chargée d'établir un monitoring continu des tableaux de chasse ainsi qu'une évaluation du taux de reproduction des sangliers dans 20 territoires représentatifs de Wallonie. Il est crucial de connaître le plus exactement possible la densité de population de sangliers partout en Wallonie. Une réflexion avec les agriculteurs a eu lieu pour imposer l'interdiction du maintien des catégories d'âge et de sexe de la récoltes. Les sangliers étant attiré par cette culture, lorsqu'elle reste sur pied après la période de récolte, le 15 novembre, cette culture représente une source de nourriture potentielle. Cette pratique peut être assimilée à une forme de nourrissage interdite par la loi sur la chasse car ne présentant aucun caractère dissuasif ou suppléant. Un avant-projet de loi a été proposé en première lecture au GW afin de faciliter la destruction du sanglier sur l'ensemble du territoire wallon. Ce texte vise l'expression de la hiérarchie de la désignation des délégués de l'occupation dans la destruction des sangliers en plaine. La réflexion quant au maintien du nourrissage dissuasif sera posée dans une table-ronde ouverte aux différents acteurs de la ruralité. Pour l'instant, ce dispositif est maintenu car, selon certains experts, il contribue à faciliter les prélèvements de chasse. Les mesures présentées sont des outils supplémentaires donnés aux chasseurs. Il y aura lieu de les évaluer de manière régulière, afin de s'assurer que les objectifs de réduction fixés auront bien été atteints.	Comme évoqué ci-dessus, il faut assortir les obligations fixées dans le plan de réduction des sangliers, de mécanismes de contrôles et surtout des sanctions en cas de non respect. De même le DNF doit pouvoir se substituer au chasseur sanctionné afin d'assurer le respect des quotas fixés.	Afin de vérifier que les objectifs soient remplis, le gouvernement wallon mettra en œuvre un monitoring continu des tableaux de chasse ainsi qu'une évaluation du taux de reproduction des sangliers dans 20 territoires représentatifs. Un contrôle a posteriori et des mesures correctives si cas échéant seront effectués sur cette base.	Le PS est favorable à la définition, en collaboration avec le DNF et les acteurs de la forêt, d'une stratégie globale de diminution significative des populations de sanglier, en particulier dans les zones où cette surdensité est problématique. Pour déterminer un objectif chiffré précis, adapté à chaque zone, il est toutefois nécessaire de disposer de l'outil scientifique évoqué à la réponse 1. La surpopulation de sangliers est une réalité multifactorielle qui dépasse, et de loin, les frontières de la Wallonie. Cette stratégie doit donc intégrer l'ensemble des leviers pertinents (outils de contrôle et de comptage, actions adaptées aux massifs forestiers, plaines, zones urbaines et périurbaines, etc.) Nous pensons, par exemple, que l'idée de travailler par plan de tir par conseil cynégétique est une solution à développer. A l'instar de ce qui existe pour les cervidés, si le plan de tir n'est pas atteint, il est possible de prendre des sanctions.	Plutôt que les grands territoires de chasse, nous privilégions la chasse en régie.			
<p>5 Le ... sera-t-il favorable à un monitoring obligatoire et fiable des tirs de prélèvement quantitatif et qualitatif de toutes les espèces de gibiers, par territoire de chasse, sous le contrôle du DNF et faisant l'objet d'une publication annuelle un mois après la saison de chasse ?</p>	Oui. Cela nécessite de renforcer les moyens dévolus à l'accompagnement et l'encadrement des conseils cynégétiques.	Oui	Oui, nous soutenons la mise en place d'un monitoring permanent des tableaux de chasse.	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>6 Aujourd'hui, le statut de l'animal d'élevage lui offre une protection en termes de bien-être animal, le ... sera-t-il prêt à accorder ce même statut à des animaux de chasse ?</p>	Oui. Le CDH est hostile à tout acte de chasse non nécessaire à l'entretien des animaux ce qui inclut la faune sauvage qui est déjà protégée par des lois et règlements spécifiques.	Oui	Oui, le bien-être animal doit faire partie intégrante de l'activité cynégétique. Tous les chasseurs doivent être davantage sensibilisés et informés quant aux bonnes pratiques de chasse afin d'éviter toute souffrance animale.	NON, pour éviter une "domestication" à chaque zone, il est toutefois nécessaire de renforcer des mesures de restauration de la nature et de la biodiversité (jeux d'agriculture, d'alimentation, etc. de la faune sauvage).	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>7 Le ... privilégiera-t-il les modes de chasse respectant le bien-être animal comme la poussée silencieuse et limitant, dès lors, la souffrance animale ?</p>	Oui, en renforçant la formation et sensibilisation des (futurs) chasseurs. Pour le CDH, la chasse est l'un des outils de régulation des populations de gibier et participe comme telle à la gestion des espaces naturels et à la préservation de la biodiversité. Lorsque les conditions du territoire de chasse s'y prêtent, certaines techniques de chasse, comme la poussée silencieuse, offrent des avantages, comme la coexistence de plusieurs activités. Ces pratiques méritent d'être davantage diffusées auprès des acteurs de la chasse par l'organisation de formations spécifiques à destination des (futurs) chasseurs.	Oui	La poussée silencieuse est une technique de chasse comme une autre. Nous ne faisons pas opposer des modes de chasse entre eux. Dans chaque situation, chaque territoire donné, il y a des paramètres propres qui orientent le choix de l'outil ou du mode de chasse. Peu importe le mode utilisé, au MR nous soutenons qu'il soit exercé en respectant le bien-être animal.	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>8 Le ... clarifiera-t-il la loi sur la chasse pour interdire explicitement le tir à l'arc du « Grand gibier » ?</p>	Oui. Le CDH est favorable à donner un cadre légal à la chasse à l'arc pour éviter le gibier, lequel devra inclure un volet formation ad hoc.	Oui	Comme indiqué ci-après (9), le MR préconise une réflexion sur une refonte de la Loi sur la chasse pour mieux y intégrer les attentes sociales qui portent notamment sur le bien-être animal. Les modes de mise à mort des animaux doivent respecter ces principes de bien-être. Concernant la chasse à l'arc, nous estimons que cette pratique doit être réglementée afin de réglementer garantir, comme pour toutes autres modes de la chasse, le respect de critères éthiques.	NON, cette forme de chasse peut être encouragée sous forme de projet pilote pour lutter contre les sangliers en zone péri-urbaine.	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>9 Le ... soutiendra-t-il la mise en place de structures d'avis réellement multi-acteurs (propriétaires publics et privés, agriculteurs, naturalistes, chasseurs, fonction socio-récréative / tourisme) à une échelle paysanne, les directions du DNF, pour définir en commun et faire valider par l'autorité administrative la gestion voulue collectivement de la faune sauvage ouverte à la chasse ?</p>	Oui, à condition de ne pas alourdir les procédures. Le CDH propose que ce rôle d'avis multi-acteurs soit développé au départ du Pôle Ruralité et CESV.	Oui	Les structures d'avis multi-acteurs (pôles) existent déjà au sein du Conseil Economique, Social et Environnemental de Wallonie. Ces structures sont saisies des projets en matière de chasse et de forêt, pour permettre une meilleure information de l'autorité au travers de ces avis facultatifs. Le MR soutient l'idée de la mise en place de structure participatives réunissant toutes les parties intéressées par la gestion des forêts et qui abordent les enjeux de la chasse et feraient ainsi part de suggestion à l'autorité régionale.	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>10 Le ... sera-t-il disposé à soutenir légalement les propositions suivantes</p>								
<p>A L'interdiction du nourrissage artificiel du grand gibier ?</p>	NON, cette proposition est sans nuances. Diverses mesures ont été prises pour améliorer les techniques de nourrissage au cours de ces dernières années. Le CDH est favorable à ce que la législation sur le nourrissage soit renforcée davantage. Nous plaçons pour la mise en place, au départ du Pôle Ruralité, d'une table-ronde avec les acteurs de la forêt afin de définir plus précisément les motivations et conditions auxquelles le nourrissage pourrait être autorisé.	Oui	Oui, excepté le nourrissage suppléant et dissuasif au sud du sillon Sambre et Meuse.	NON, mais cette pratique doit être évaluée au cas par cas pour garantir son efficacité et être strictement encadrée pour empêcher les dérives.	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>B L'interdiction de la chasse les dimanches et jours fériés ?</p>	Oui à une limitation. Non à une interdiction généralisée. La chasse est une activité parmi d'autres pratiquées en forêt. Dans la mesure où, pour des raisons de sécurité, elle est exclue de tout autre activité, il convient de s'assurer qu'une part majoritaire des forêts reste accessible, le dimanche, au promeneurs, randonneurs, groupes de jeunes et touristes. Plutôt qu'une interdiction généralisée, le CDH plaide donc pour une gestion concertée avec les acteurs de la forêt afin de définir plus précisément les motivations et conditions auxquelles le nourrissage pourrait être autorisé.	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
<p>C L'intégration des espèces "gibier" rares ou en voie de raréfaction dans la Loi sur la conservation de la nature ?</p>	Oui	Oui	Oui, avec une définition stricte, au préalable, des termes "rare" et "en voies de raréfaction".	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>D L'interdiction du lâcher de gibier d'élevage ?</p>	Oui pour les catégories "grand" et "autre gibier" - cette interdiction est d'application depuis le décret sur la chasse de 1984 qui a profondément modifié et modernisé la loi du 28 février 1982 sur la chasse. Les lâchers de petit gibier doivent être mieux encadrés par la loi pour éviter les dérives et abus. Le repeuplement doit être possible pour autant qu'il respecte des règles strictes de préservation de la faune préexistante.	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>E L'interdiction de piéger, capturer ou tuer les prédateurs naturels à des fins cynégétiques ?</p>	NON, la liste des prédateurs pouvant être capturés ou tués doit être régulièrement réévaluée en tenant compte des objectifs de protection de la biodiversité.	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
<p>F Le transfert du renard et de tous les mustélidés dans la loi sur la conservation de la nature ?</p>	NON, le renard est une espèce en expansion, son état de conservation est excellent. Il y a lieu de le maintenir dans la loi sur la chasse afin de pouvoir réguler sans contraintes inutiles. Pour les autres mustélidés (belette, martre, ...), leur régulation n'est pas nécessaire; la chasse à ces animaux n'est donc pas possible. Le CDH souhaite maintenir cette situation.	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui
<p>G L'interdiction de l'usage de plomb dans les cartouches pour armes de chasse à canon lisses sur l'ensemble du territoire ?</p>	NON, pour l'instant. A l'initiative du CDH, et dès 2005, afin de rencontrer au mieux les attentes internationales en matière de chasse, accords qui prohibent l'utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, l'utilisation de la grenaille de plomb a été interdite en Wallonie dans et à moins de 50 mètres des marais, lacs, étangs, réservoirs, fleuves, rivières et canaux. Pour les autres milieux, le plomb continue à être autorisé parce qu'il est le seul à offrir au moment de l'impact l'animal et augmentent donc la probabilité de tuer l'animal. En prenant d'autres métaux, la toxicité diminue et donc on risque plus de blesser et d'infliger des souffrances plutôt que de tuer... Le CDH est ouvert au débat sur le sujet s'il existe d'autres alternatives meilleures notamment sur le plan du bien-être animal.	Oui	Oui	Oui mais les alternatives doivent être crédibles et évaluées par les associations de chasse. Les billes en acier pourraient être une bonne alternative, mais certains chasseurs se plaignent d'une densité trop élevée de sangliers. Le MR soutient l'idée d'un état de projet pilote important sur les alternatives pouvant être crédibles, il est sûr que le respect de la biodiversité et du bien-être serait une bonne nouvelle.	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>La base de la loi sur la chasse, plusieurs fois modifiée, remonte à 1882 et n'intègre ni les questions éthiques, ni la perte de biodiversité, ni les attentes sociétales du XXI^e siècle. Le ... s'engage-t-il à refondre complètement cette loi pour l'adapter aux attentes de la société actuelle ?</p>	Oui. La loi sur la chasse date de 1882 mais a été profondément modifiée en 1994 et intégrée de nouvelles préoccupations sociétales. Le CDH est favorable à ouvrir un débat large afin de redéfinir ce que prôner les objectifs de la chasse et le rôle et les fonctions des uns et des autres.	Oui	Oui	Oui. La Loi sur la Chasse de 1882 a fait l'objet de multiples modifications (27) depuis son adoption, pour y intégrer les attentes sociétales, via notamment la consultation du Pôle Ruralité sur les projets réglementaires pris en exécution de cette Loi. Elle n'est donc pas obsolète, mais elle est certainement déstructurée. Le MR soutient donc un processus législatif tenant compte de toutes les parties prenantes et qui repartirait d'une feuille blanche pour mieux refléter les attentes actuelles en matière de bien-être animal et de respect de la biodiversité.	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>En complément aux mesures proposées ci-avant, le ... soutiendra-t-il l'exemplarité de la gestion des forêts publiques, eu égard aux préoccupations liées à la perte de biodiversité induite par la chasse, les questions éthiques qu'elle soulève et que symbolique, des espaces forestiers par le monde cynégétique ?</p>	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<p>A cet effet, quelles mesures seront déployées par le ... ?</p>	Il y'a lieu de rappeler que la Wallonie a fait le choix de confier aux chasseurs la gestion de la faune sauvage. La chasse est une activité rurale qui facilite la vente des forêts domaniales de la Région wallonne. Plus besoin de passer devant le Parlement pour vendre ces joyaux naturels. Au final, la médiatisation de la proposition, grâce à la vigilance des écologistes et à la réactivité des environnementalistes, a permis des auditions sur le texte et l'abandon de ce dernier par des auteurs. Pour Ecolo, les forêts domaniales sont, en raison de la teneur de leur état boisé et du régime forestier public qui s'y appliquent, celles qui offrent le plus de services écosystémiques et qui sont les plus résilientes. Plus largement, toutes les forêts sont des biens communs à développer et à protéger. Dans ses priorités, Ecolo défend notamment de planter 200km2 de forêts en agroforesterie.	Oui	Oui	Nous défendons les mesures qui vont dans le sens de l'exemplarité de la gestion des forêts. Il faut privilégier le dialogue avec les chasseurs afin d'offrir une saine gestion. Voici quelques mesures non-exhaustives qui vont en ce sens : 1) Une information beaucoup plus précise et accessible, par exemple via une application smartphone, des actions de chasse prévues et en cours afin de mieux informer les promeneurs, les touristes, les naturalistes, les professionnels, etc.; 2) Un recensement plus précis des populations de cervidés et être opérés. Notre objectif est de trouver un juste équilibre entre la présence des cervidés et la régénérescence indispensable des forêts garantissant ainsi le maintien des biotopes. 3) Une poursuite de l'effort de diminution de densité de la grande faune et une meilleur concertation entre agriculteurs et chasseurs pour avoir une plus juste et plus rapide indemnisation des dégâts commis par le gibier à l'agriculture. 4) Des mesures concrètes de restauration des biotopes de plaine en sorte d'offrir abris, refuges et nourriture naturels à toute la petite faune de plaine; 5) Une modification du calendrier des périodes de chasse afin que les chasseurs puissent réellement remplir leur rôle de régulateurs de la faune en adéquation avec les autres utilisateurs de la nature. 6) Le bien-être animal doit être la norme lors des activités cynégétiques.	Oui	Oui	Oui	Oui
Score	CDH	ecolo	ECOLO	MR	MR	PS	PTB	ETB
Points verts	7	16	-	7	-	9	16	-
Points oranges	5	-	-	3	-	1	-	-
Points rouges	4	-	-	6	-	6	-	-
Vert = 1 point, orange = 1/2 point, rouge = 0 points	9,5/16	16/16	-	8,5/16	-	9,5/16	16/16	-
Cotation sur dix	5,9/10	10/10	-	5,3/10	-	5,9/10	10/10	-